



*Procès-verbal*  
*Le mercredi 11 décembre 2002 - n° 142*

*10 heures*

**Présidente : Mme Louise Harel**

---

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.  
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

## **TABLE DES MATIÈRES**

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

Mme la Présidente communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

n° 226 Loi concernant la Ville de Shawinigan

Le rapport précise que l'avis a été fait et publié conformément aux Règles de fonctionnement des projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 1738-20021211)

M. Pinard (Saint-Maurice) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 226, Loi concernant la Ville de Shawinigan.

La motion est adoptée.

M. Boisclair, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 226 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et que le ministre des Affaires municipales et de la Métropole soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

11 décembre 2002

---

**Dépôts de documents**

M. Boisclair, leader du gouvernement, au nom de M. Legault, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de la Corporation d'hébergement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1739-20021211)

Le rapport annuel de la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1740-20021211)

Le rapport 2001-2002 sur l'application de la procédure d'examen des plaintes de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec ;

(Dépôt n° 1741-20021211)

Le rapport annuel de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1742-20021211)

---

M. Boisclair, leader du gouvernement, propose :

QUE, conformément à l'article 392 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, le rapport annuel 2001-2002 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine soit déferé à la Commission des affaires sociales pour étude ;

QUE le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

**11 décembre 2002**

---

M. Sylvain Simard, ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, dépose :

Le rapport d'activité du Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2002 ;

(Dépôt n° 1743-20021211)

Le rapport annuel 2001-2002 du Comité sur les affaires religieuses.

(Dépôt n° 1744-20021211)

---

M. Jutras, ministre de la Justice, dépose les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002, des ordres professionnels suivants :

L'Ordre des acupuncteurs ;

(Dépôt n° 1745-20021211)

L'Ordre des orthophonistes et audiologistes ;

(Dépôt n° 1746-20021211)

L'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires ;

(Dépôt n° 1747-20021211)

L'Ordre des urbanistes.

(Dépôt n° 1748-20021211)

---

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel de gestion de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1749-20021211)

---

**11 décembre 2002**

---

M. Legendre, ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, dépose :

Le rapport annuel de gestion de la Société du Centre des congrès de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1750-20021211)

---

M. Baril, ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime, dépose :

Le rapport annuel de gestion de la Société des traversiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1751-20021211)

---

M. Boisclair, leader du gouvernement, dépose :

La réponse écrite à la pétition présentée le 17 octobre 2002 par M. Désilets (Maskinongé), concernant les responsables des services de garde en milieu familial.

(Dépôt n° 1752-20021211)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 10 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 145 Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs  
cris

Le rapport contient un amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1753-20021211)

**11 décembre 2002**

---

Mme Bélanger (Mégantic-Compton), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 28 novembre 2002, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi :

n° 124 Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et la  
Loi sur l'instruction publique  
(Dépôt n° 1754-20021211)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 4 et 10 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 124 Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et la  
Loi sur l'instruction publique

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1755-20021211)

### **Dépôts de pétitions**

Mme Boulet (Lavolette) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 000 citoyens et citoyennes de la ville de Grand-Mère, concernant l'école Saint-Jean-Bosco.

(Dépôt n° 1756-20021211)

---

Mme Grégoire (Berthier) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par huit commerçants et commerçantes de Berthierville, concernant l'aménagement des haltes routières.

(Dépôt n° 1757-20021211)

---

11 décembre 2002

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Bergeron (Iberville) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 540 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'aménagement des haltes routières.

(Dépôt n° 1758-20021211)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de Mme la Présidente, Mme Loisel (Saint-Henri-Sainte-Anne) retire certains propos non parlementaires.

À la demande de Mme la Présidente, M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, retire certains propos non parlementaires.

### **Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Maltais, ministre déléguée à l'Emploi, et Mme Thériault (Anjou) proposent :

QUE l'Assemblée nationale demande formellement au gouvernement du Canada de cesser d'utiliser la caisse de l'assurance-emploi au fin du remboursement de la dette fédérale, d'utiliser la caisse pour soutenir davantage les chômeurs et les chômeuses en versant le montant maximum prévu par la *Loi sur l'assurance-emploi* par l'entremise de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail, et de respecter la maîtrise d'œuvre du Québec dans le secteur du développement de la main-d'œuvre en concluant une entente complémentaire qui mettrait fin aux chevauchements dans le financement d'initiatives québécoises visant à mieux servir des clientèles telles que les jeunes, les personnes handicapées, les immigrants et les travailleurs âgés.

**11 décembre 2002**

---

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

\_\_\_\_\_

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé immédiatement à des avis touchant les travaux des commissions.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, convoque :

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 139, Loi modifiant le Code de procédure pénale ;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 143, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives ;
- la Commission de l'éducation, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant la taxe scolaire sur l'île de Montréal et modifiant d'autres dispositions législatives ;
- la Commission des affaires sociales, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 142, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les activités médicales, la répartition et l'engagement des médecins ;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 129, Loi sur la conservation du patrimoine naturel.

11 décembre 2002

---

**Motions sans préavis**

M. Arseneau, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose :

QUE l'Assemblée nationale félicite chaleureusement les récipiendaires du Mérite national de la pêche et de l'aquaculture et souligne l'importance primordiale qu'occupe l'activité halieutique dans le développement économique des régions maritimes du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 226, Loi concernant la Ville de Shawinigan.

11 décembre 2002

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

L'Assemblée reprend le débat, ajourné le 4 décembre 2002, sur la motion de Mme Marois, ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, proposant que le projet de loi n° 107, Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, soit adopté.

À 12 h 06, M. Brouillet, premier vice-président, suspend les travaux.

Les travaux reprennent à 12 h 20.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 107 est adopté.

À 13 heures, M. Brouillet, premier vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 06.

**11 décembre 2002**

---

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que l'amendement transmis par M. Sirros (Laurier-Dorion).

L'amendement est déclaré recevable.

Après débat, l'amendement est mis aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

L'amendement est rejeté par le vote suivant :

(Vote n° **118** en annexe)

Pour: **43** Contre: **57** Abstention: **0**

Puis, le rapport est mis au voix ; un vote par appel nominal est exigé.

Le rapport est adopté par le vote suivant :

(Vote n° **119** en annexe)

Pour: **101** Contre: **0** Abstention: **0**

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat, ajourné le 10 décembre 2002, sur la motion de M. Boisclair, ministre des Affaires municipales et de la Métropole, proposant que le principe du projet de loi n° 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, soit maintenant adopté.

M. Mulcair (Chomedey) propose l'ajournement du débat.

La motion est adoptée.

**11 décembre 2002**

---

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose que les travaux soient ajournés au jeudi 12 décembre 2002, à 10 heures.

La motion est adoptée.

À 17 h 34, M. Bissonnet, troisième vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 12 décembre 2002, à 10 heures.

### **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le mercredi 11 décembre 2002, à 15 h 59, à son bureau au Palais de Justice, en présence de M. Arsenault, directeur du Secrétariat de l'Assemblée, représentant du secrétaire général, il a plu à l'honorable Paul-Arthur Gendreau, Administrateur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 107 Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier
- n° 121 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives
- n° 127 Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance
- n° 150 Loi n° 3 sur les crédits, 2002-2003

*La Présidente*

**LOUISE HAREL**

11 décembre 2002

---

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur l'amendement de M. Sirros (Laurier-Dorion) :

(Vote n° 118)

**POUR - 43**

Beauchamp	Delisle	Houda-Pépin	Paradis
Béchar	Després	Jérôme-Forget	Pelletier
Bélanger	Dupuis	Lafrenière	( <i>Chapleau</i> )
Benoît	Fournier	Lamquin-Éthier	Poulin
Bergman	Gagnon-Tremblay	Laporte	Rochefort
Bordeleau	Gaudreau	Leblanc	Sirros
Boulet	Gauthier	Lespérance	St-André
Brodeur	Gautrin	Mancuso	Thériault
Chagnon	Gauvin	Marcoux	Tranchemontagne
Cholette	Gobé	Normandeau	Vallières
Copeman	Grégoire	Ouimet	Whissell

**CONTRE - 57**

Arseneau	Charbonneau	Geoffrion	Pagé
Baril	Charest	Goupil	Papineau
Beaumier	( <i>Rimouski</i> )	Jutras	Paquin
Bédard	Côté	Labbé	Paré
Bergeron	( <i>La Peltrie</i> )	Lachance	Payne
Bertrand	Côté	Laprise	Pelletier
( <i>Charlevoix</i> )	( <i>Dubuc</i> )	Leduc	( <i>Abitibi-Est</i> )
Bertrand	Cousineau	Legault	Pinard
( <i>Portneuf</i> )	Désilets	Legendre	Rioux
Blanchet	Deslières	Léger	Robert
Boisclair	Dion	Lelièvre	Rochon
Boucher	Dionne-Marsolais	Lemieux	Simard
Boulerice	Doyer	Létourneau	( <i>Richelieu</i> )
Boulianne	Duguay	Maltais	Tremblay
Caron	Facal	Ménard	Trudel
Carrier-Perreault	Gendron	Morin	Vermette

11 décembre 2002

---

Sur la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales :

(Vote n° 119)

**POUR - 101**

Arseneau	Cholette	Houda-Pépin	Paquin
Baril	Copeman	Jérôme-Forget	Paradis
Beauchamp	Côté	Julien	Paré
Beaumier	<i>(Dubuc)</i>	Jutras	Payne
Bécharde	Côté	Labbe	Pelletier
Bédard	<i>(La Peltrie)</i>	Lachance	<i>(Abitibi-Est)</i>
Bélanger	Cousineau	Lafrenière	Pelletier
Benoît	Delisle	Lamquin-Éthier	<i>(Chapleau)</i>
Bergeron	Désilets	Laporte	Pinard
Bergman	Deslières	Laprise	Poulin
Bertrand	Després	Leblanc	Rioux
<i>(Portneuf)</i>	Dion	Leduc	Robert
Bertrand	Dionne-Marsolais	Legault	Rocheffort
<i>(Charlevoix)</i>	Doyer	Legendre	Rochon
Blanchet	Duguay	Léger	Simard
Boisclair	Dupuis	Lelièvre	<i>(Richelieu)</i>
Bordeleau	Facal	Lemieux	Sirros
Boucher	Fournier	Lespérance	St-André
Boulerice	Gagnon-Tremblay	Létourneau	Thériault
Boulet	Gaudreau	Maltais	Tranchemontagne
Boulianne	Gauthier	Mancuso	Tremblay
Brodeur	Gautrin	Marcoux	Trudel
Caron	Gauvin	Ménard	Vallières
Carrier-Perreault	Gendron	Morin	Vermette
Chagnon	Geoffrion	Normandeau	Whissell
Charbonneau	Gobé	Ouimet	
Charest	Goupil	Pagé	
<i>(Rimouski)</i>	Grégoire	Papineau	